

Poste d'ingénieur.e d'études dans le projet Emoj

« Emotions et justice. Les expériences judiciaires à l'aune des interactions entre justiciables et professionnels »

Financé par l'Agence Nationale de la Recherche &

coordonné par Cécile Vigour

Date limite de candidature : **le lundi 2 novembre à 14h**

Le projet de recherche est présenté après la fiche de poste.

I. Conditions de travail et attendus pour le poste

Université/UMR/Equipe d'accueil	Institut des Sciences Sociales du Politique Site Paris-Nanterre
Durée du contrat et date prévue d'entrée en fonction	2 ans à temps plein à partir de janvier 2027
PRÉREQUIS	
Discipline	Sociologie, Science Politique Etre au moins titulaire d'un master dans ces disciplines.
Compétences souhaitées	*Avoir pratiqué des observations sociologiques ou mis en œuvre une démarche ethnographique dans une précédente recherche (mémoire de master ou autre). *Avoir réalisé des entretiens et capacité à analyser des entretiens qualitatifs. *Expérience de recherche dans une des thématiques suivantes : sociologie de la justice, sociologie des institutions, sociologie politique ; services publics . *S'être intéressé.e à la sociologie des émotions pourrait être un atout supplémentaire (pas une condition nécessaire). *Maîtrise orale et écrite du français et de l'anglais. *Capacité à s'intégrer dans un collectif de recherche.
PROCÉDURE DE RECRUTEMENT	
Pièces nécessaires à la candidature	- CV et éventuelle liste de publications

	- Lettre de motivation - Références : indiquer les noms de deux collègues susceptibles d'être appelés, si le dossier est sélectionné pour l'audition - Autres : diplôme le plus élevé obtenu (et notes obtenues le cas échéant)
Date limite d'envoi des candidatures	Le lundi 2 novembre à 14h
Processus de recrutement	Examen du dossier (cf. pièces ci-dessus) et entretien en présentiel ou visio, si possible le jeudi 12 nov (15 minutes de présentation, suivies de 15 minutes d'échanges).
Prise en charge des frais en cas de déplacement nécessaire pour l'entretien ?	OUI
Visioconférence prévue pour les entretiens des candidat·e·s habitant loin ?	OUI
STATUT ET RÉMUNÉRATION	
Statut exact figurant sur le contrat	Ingénieur·e d'étude
Niveau de la rémunération (prise en compte de l'ancienneté, primes de précarité en fin contrat)	Grille d'ingénieur.e d'études du CNRS NB : la prise en compte, légitime, de l'ancienneté est susceptible de réduire la durée initialement prévue du contrat (2 ans), puisqu'un budget fixe a été alloué pour ce poste.
Remboursement des frais de transport domicile-travail	OUI selon les modalités légales (remboursement de la moitié du coût si le lieu de résidence est à proximité du lieu d'affectation)
CONTENU DU POSTE d'INGENIEUR.E d'ETUDES	
Liste des tâches à accomplir par la personne recrutée	-Travail précis à réaliser : surtout du travail d'enquête, d'analyse et de valorisation du volet qualitatif (à l'instar des autres membres de l'équipe). <i>Les tâches envisagées seront adaptées selon les compétences et l'expérience de la personne recrutée.</i> *Lectures et appropriations du sujet (bibliographie fournie) ; * Observations d'audiences dans les tribunaux de Paris et Bobigny (au début, en binôme avec une autre membre de l'équipe), puis réalisation des comptes-rendus

	(écrits et sous la forme d'une base de données) et analyses ; * Observations dans les cabinets d'avocats sur Paris et à proximité, et dans d'autres villes investiguées (lieux à définir en concertation), puis réalisation des comptes-rendus (écrits et sous la forme d'une base de données) et analyses ; * Entretiens avec des avocats, magistrats et justiciables (suite aux observations avec les avocats notamment) ; analyses. NB : les retranscriptions d'entretiens seront déléguées à des prestataires connus du laboratoire, sauf préférence contraire de la personne recrutée. *Participation à la rédaction de communications et de publications (articles, etc.). -Tâches administratives : Participation à l'organisation et à l'animation des séminaires de recherche d'équipe biannuels (5%).
Calendrier précis du déroulement pour la personne recrutée (début du travail de terrain, fin du travail de terrain, calendrier prévu pour l'écriture)	Défini en concertation avec la personne recrutée et adapté selon son expérience (le temps dédié à l'appropriation de la bibliographie pourrait être très variable) : a priori préférable d'alterner les phases d'enquête de terrain, puis d'analyse et d'écriture – à titre d'exemple : -Jan-avril 2027 : lectures et appropriations du sujet ; 1er séminaire d'équipe ; observations d'audiences & comptes-rendus de celles-ci. -Mai-juillet 2027 : analyse et écriture ; participation éventuelle à un congrès début juillet -Sept-Dec : observations d'audiences & en cabinet d'avocats ; entretiens ; 2e séminaire d'équipe.
Pourcentage du temps de travail consacré à la valorisation de recherches antérieures	Le temps accordé aux activités personnelles de la personne recrutée dépendra de son profil et de ses expériences antérieures (20% max du temps de travail).
CONDITIONS DE TRAVAIL	
Déplacements prévus et conditions	OUI *Déplacements prévus hors de Paris et Bobigny pour les observations dans les cabinets d'avocats (lieux à discuter) ; et pour le séminaire d'équipe annuel qui aura lieu hors de Paris (Bordeaux ou Nantes) *Frais entièrement pris en charge par le projet et avancés par le laboratoire.
Budget prévu pour la participation de la personne recrutée à des congrès/colloques pour présenter le travail effectué dans le cadre du contrat	OUI (Budget : 3 500€ pour la durée du projet – même somme que pour les autres membres de l'équipe EmoJ)

Disponibilité d'un bureau et d'un ordinateur en parfait état pour la personne recrutée	OUI (commande d'un nouvel ordinateur et d'une mini-tablette pour prendre des notes à l'audience si l'ordinateur n'est pas autorisé)
Mise à disposition de la personne recrutée du matériel nécessaire	OUI (commande des logiciels, du dictaphone, du disque dur crypté budgétée et prévue)
Modalités d'intégration de la personne recrutée au sein du laboratoire de recherche d'accueil	OUI Sera membre du laboratoire, disposera d'une page internet, sera intégrée à la liste de diffusion...
POSSIBILITÉS DE VALORISATION DE LA RECHERCHE	
Le nom de la personne recrutée figurera, pendant la durée du contrat et après la fin de celui-ci, dans toutes les publications /communications issues, totalement ou partiellement, du travail de la personne recrutée	OUI Une charte est en cours d'élaboration pour l'ensemble de l'équipe EmoJ : mention en note de bas de page de toutes les personnes ayant participé aux enquêtes de terrain, à la rédaction des comptes-rendus, et aux analyses ; seront considérés comme auteurs les (anciens) membres de l'équipe qui participent à l'écriture de la communication ou publication.
Moyens prévus après la fin du contrat pour assurer la participation de la personne recrutée à des colloques/congrès afin de valoriser le travail effectué	OUI (tant que le budget prévu pour les colloques/congrès n'est pas épuisé)

Personnes à contacter :

Claire de Galembert, responsable scientifique sur Paris
claire.de-galembert@ens-paris-saclay.fr

Cécile Vigour, responsable scientifique du projet EmoJ
c.vigour@sciencespobordeaux.fr

II. Présentation du projet EmoJ

Si les émotions suscitent un intérêt croissant en sociologie, science politique et droit, la plupart des travaux sur la justice en France ne leur accordent qu'une place accessoire. C'est pourquoi le projet EmoJ étudiera le rôle des émotions dans les interactions entre justiciables et professionnels du droit, et leurs effets sur leurs expériences et conceptions de la justice. Socialement construites, les émotions résultent de rapports sociaux et de systèmes de normes. Nous émettons l'hypothèse que la dimension

sensible des interactions module la conviction d'avoir été traité avec équité, et les jugements sur la légitimité de la justice.

Ce projet répond à un double objectif. Son originalité théorique tient dans l'articulation de trois approches insuffisamment investiguées, particulièrement en France : la sociologie des émotions, le courant *Law & emotion*, et la théorie de la justice procédurale. Le projet vise à tester la théorie de la justice procédurale dans les tribunaux français, en y intégrant des facteurs méso et macrosociaux sous-estimés : cette théorie a montré combien se sentir traité équitablement, respecté et écouté renforcent la légitimité des institutions régaliennes. Cet enjeu s'articule à un second, analytique et méthodologique : saisir la dimension sensible des expériences de justice au travers des émotions des justiciables. Commun à l'équipe et renforcé par les observations en binôme, le protocole ethnographique consiste à saisir finement les émotions éprouvées par les justiciables et professionnels ; les interprétations et régulations des émotions en situation par les acteurs en interaction, en étudiant les expressions faciales et corporelles, afin d'identifier des familles d'émotions récurrentes.

Ce projet interdisciplinaire (sociologie, droit, science politique) développe 3 axes. 1) Le premier qualifie et retrace les émotions et expériences qui varient selon le genre, la classe sociale et les origines ethnoraciales des justiciables, mais aussi selon leurs trajectoires, expériences judiciaires et familiarité avec le droit, ou les contentieux (civil/pénal). 2) Le projet étudie le travail émotionnel réalisé par les professionnels du droit pour réguler leurs émotions, et orienter celles de leurs interlocuteurs avant et pendant les audiences. Par observations et entretiens, nous retraçons les attentes qui structurent les pratiques et ethos des professionnels, et leurs manifestations en situation. 3) Lors d'entretiens avec des justiciables, nous analysons les effets de leurs émotions sur leurs réceptions du processus et des décisions judiciaires, et sur leurs rapports à la justice.

Ces trois axes seront menés en étudiant divers types de populations et de contentieux en matière civile et pénale. La recherche repose sur un triple niveau de comparaison : au cours de l'affaire ; entre professionnels et profanes, et entre eux ; selon les contentieux et procédures : leur technicité, degré de politisation ou de médiatisation ; le caractère public ou non de l'audience..., afin de caractériser l'ordre émotionnel et moral propre à chaque type d'audience. La diversité des tribunaux étudiés qui se distinguent par leur taille, le volume du contentieux et les délais, leurs territoires et la composition sociale de leurs populations, sera aussi prise en compte.

Le protocole d'enquête sera quantitatif et qualitatif. Il s'appuiera sur l'analyse statistique des données anonymisées de l'Enquête Justice en France (EJF), réalisée en 2024 par le ministère de la Justice auprès d'un échantillon représentatif de 15 000 justiciables. De plus, des observations ethnographiques d'audiences et dans les cabinets d'avocats, ainsi que des entretiens individuels (160) et collectifs auprès de justiciables et de professionnels aux profils diversifiés seront réalisés, pour saisir les émotions sur le vif ou avec du recul.

Au-delà, le projet montrera combien l'attention aux émotions enrichit la sociologie des rapports à l'État.